

Coup double pour l'administration

Le 20 août 2018 fut un grand jour pour notre administration : en moins de 24 heures, la presse évoquait notre maison à deux reprises. D'abord, pour une saisie impressionnante d'articles de contrefaçon dans l'ouest parisien qui a eu lieu début juillet. Une saisie qui a eu les honneurs d'un communiqué ministériel.

Ce n'est pourtant pas cette information qui a généré le plus de clics, mais la seconde, celle qui a d'abord été publiée par Libération puis reprise par d'autres médias et évoque les sombres affaires de la DNRED. On y trouve les détails sordides des dysfonctionnements d'un service où la hiérarchie se permettait tout et n'importe quoi au nom de la politique du chiffre. Pour satisfaire les besoins toujours grandissants de saisies marquantes et d'affaires dignes d'intérêt, pour montrer que l'administration, en particulier ses services les plus prestigieux, sont toujours capables de faire mieux, ceux qui étaient à la tête de ces services étaient prêts à tout, y compris à pratiquer leur métier de manière peu scrupuleuse.

La seule excuse de ces cadres est "la pression du résultat" et pour parvenir à leurs fins, ils étaient capables de tout, comme le révèle le dernier paragraphe de l'article.

La CGT l'a évoqué à de nombreuses reprises : la DGDDI doit abandonner le plus tôt possible cette politique du chiffre validée par le ministère, dont les effets néfastes ne sont plus à démontrer. Il convient en outre de punir les véritables responsables de cette situation, ceux qui ont laissé pourrir la situation, ceux qui ont au jour le jour, porté atteinte au bon renom de notre administration, en faisant tout pour que les agents sous leurs ordres passent pour des ripoux.

Heureusement pour nous, le Directeur Général a affirmé que la refondation était en cours, et avec elle, la fin de ces pratiques soit disant "individuelles". Sur place cependant, les agents trouvent que ce grand nettoyage de printemps prend beaucoup trop de temps et ne change pas grand chose : les techniques de management "à l'ancienne" perdurent et mettre les dossiers sous le tapis en comptant sur une amnésie collective ne suffit plus.

A la CGT, nous en sommes persuadés : les dirigeants les plus hauts placés ne pouvaient ignorer ces pratiques de gangsters. Il serait temps que le DG prenne ses responsabilités et cesse de faire passer une mutation dans un placard au soleil, à l'OLAF ou à la tête d'une recette régionale pour une punition.